



Inspiration néerlandaise pour le budget?

2012/47

12 | 11 | 2012



COMMUNAUTE



PROSPERITE



PROTECTION



Ivan Van de Cloot
Chief Economist
Itinera Institute

C'est à nouveau le moment de l'année où les ministres s'enferment dans un château à la recherche des milliards manquant au budget. On fait souvent croire en outre que parcourir ligne après ligne les crédits du budget nécessite un effort héroïque. Cela montre plutôt l'amateurisme qui préside à l'élaboration du document politique le plus important du pays. Je me souviens que fin de l'année passée, un politicien très important affirmait avec insistance en public qu'après les économies dans l'accord de gouvernement du 1^{er} décembre 2011, aucune correction du budget ne serait plus nécessaire avant la fin de la législature. On doit brûler beaucoup de cierges actuellement en priant pour que la population ait la mémoire courte.

Cela fait donc une éternité qu'on prétend au citoyen que les dépenses sont à présent vraiment passées au peigne fin. Il y a cependant de nombreux pays qui consacrent beaucoup moins d'argent aux dépenses courantes (donc sans compter la charge de la dette) et qui ont des services publics plus performants que les nôtres. On maintient pourtant que chez nous, il n'y a pas d'autre alternative que de réfléchir à de nouvelles recettes.

Aux Pays-Bas

Jetons un coup d'œil par-dessus le mur chez nos voisins néerlandais. Tout le monde doit avouer que de réelles réorientations stratégiques y sont décidées, avec des mesures d'austérité drastiques qui se montent même à 5 milliards d'euros. Cela a l'avantage que l'électeur voit au moins clairement le changement de politique qu'apporte le nouveau gouvernement.

Aux Pays-Bas, on a opté pour une

méthode très innovante par rapport aux standards belges. Au lieu de compromis ni chair ni poisson, on a préféré « échanger » les dossiers auxquels les parties attachent à tour de rôle une grande valeur. Pour les travaillistes du PVDA il y avait la limitation de la déduction hypothécaire par exemple, tandis que les libéraux du VVD ont obtenu une réduction importante des possibilités de retraite anticipée. Quelques-unes des vaches sacrées des Pays-Bas ont ainsi été sacrifiées. Dans notre pays également, il y a suffisamment de dossiers dans lesquels il serait grand temps de crever l'abcès.

Si nous constatons que l'État alloue pour 3 milliards d'euros de subventions aux entreprises et encaisse dans le même temps à peu près le même montant en impôts sur les sociétés, ne peut-on pas renoncer à l'un et à l'autre et réduire ainsi les tracasseries administratives ? On suggère actuellement d'augmenter le tarif de la TVA mais Itinera a déjà démontré que, même sous le régime actuel de la TVA, il y a 2,8 milliards d'euros de rentrées en moins à cause de toutes sortes de niches et exemptions fiscales. Ne faudrait-il pas nettoyer tout cela en premier lieu ? L'analyse économique montre par ailleurs que les augmentations de TVA sont très préjudiciables, sauf si elles servent à compenser des réductions de charges salariales. Ce n'est qu'alors qu'une telle modification créera des emplois nets, ce qui est la seule manière durable de

réaliser un redressement durable. Après le rapport Gallois, même la France procède à une réduction des charges significative de vingt milliards d'euros. Il est donc urgent, en Belgique, d'insuffler une vie nouvelle aux travaux autour de la compétitivité de notre économie.

Douzièmes provisoires

Nous avons déjà vu pas mal de choses ces dernières années, comme le record du monde de la plus longue formation gouvernementale d'après le livre Guinness des Records. Qu'on parle actuellement d'un budget d'urgence selon le régime des douzièmes provisoires, alors que nous avons un gouvernement de plein exercice et non plus d'affaires courantes, montre que les politiques ont perdu tout sens de l'urgence. Tout ceci alors qu'il n'y a même pas un an que notre pays a dû avaler une baisse de son rating par Standard&Poor's.

Ne pouvons-nous pas, comme citoyens, compter sur un quelconque sentiment de honte ? Il n'est pas si normal de remettre la discussion du budget parce qu'il y a des élections locales. Ce ne serait excusable que si le temps libéré avait été utilisé pour préparer en profondeur les discussions sur le budget. Hélas, trois fois hélas ! Cela n'a manifestement pas été fait. Nous jouons donc avec le feu au milieu d'une crise européenne profonde et la note pourrait également être salée pour

notre pays. Si le gouvernement ne tranche pas rapidement, il deviendra pratiquement impossible de réaliser l'augmentation envisagée de la rente nucléaire de 250 millions à 550 millions d'euros. En effet, les textes de lois ne pourront plus être adoptés par le parlement avant la fin de l'année.

L'Europe

En 2009, nous avons convenu avec l'Europe que nous ferions chaque année un effort budgétaire de 0,75% du PIB dans la période 2011-2012. Nous avons également promis de faire plus si une aubaine budgétaire ou économique se présentait. Bien que nous ayons connu une

reprise économique bien plus forte que celle qui était attendue avec 2,4% de croissance en 2010 et 1,8% de croissance en 2011, notre pays ne s'est pas tenu aux accords européens. En 2011, nous avons en effet terminé l'année avec un déficit de 3,7% du PIB. Ce n'était que 0,1% de moins qu'en 2010, malgré deux années de croissance d'environ 2%. La Commission européenne a calculé que, corrigé pour le cycle économique, l'effort structurel fourni par notre pays n'était que de 0,5 % au lieu de l'effort minimum promis de 0,75% du revenu national. À un moment où on parle autant de gouvernance européenne, il est clair que la Belgique doit elle aussi réali-

ser que les institutions européennes comptent sur davantage de loyauté dans l'observation des accords passés.

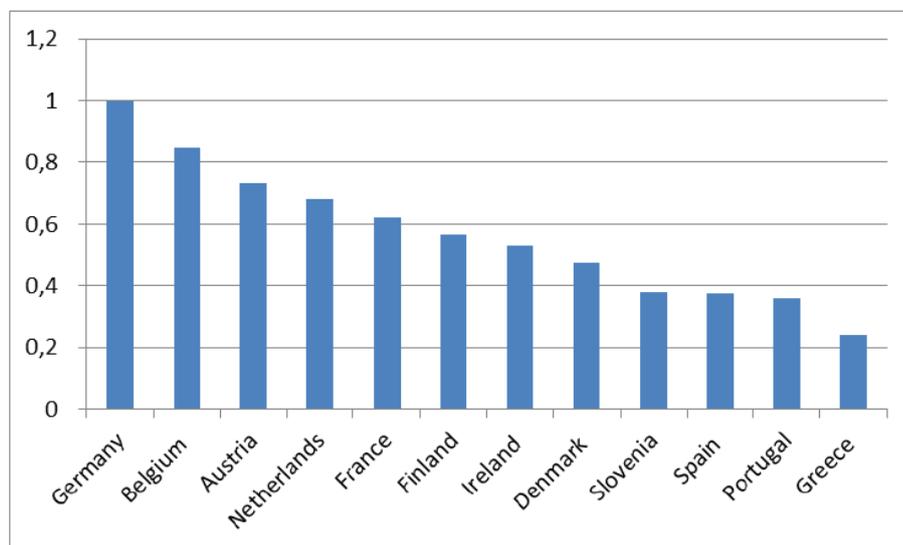
Parce qu'il a été constaté que les règles préventives du pacte de stabilité et de croissance n'ont pas permis de prévenir les excès budgétaires, de nouveaux règlements et directives ont été élaborés pour corriger cette situation. Les nouvelles règles se concentreront fortement sur le déficit structurel comme indicateur. On fera donc une correction pour l'impact conjoncturel sur la situation budgétaire. Que montre l'analyse des chiffres ? La Belgique souffre d'un des plus grands déficits structurels d'Europe. On peut donc en déduire que dans beaucoup d'autres pays, une amélioration du cycle conjoncturel impliquerait que le déficit disparaîtrait en grande partie, mais que cela ne s'applique pas à notre pays.



Ce qui importe réellement est non seulement d'améliorer l'efficacité de ce que font les pouvoirs publics mais aussi de s'interroger sur l'opportunité de ce qu'ils font.



Graphique: Composant structurel du déficit budgétaire (2012)



Source : OCDE, calculs propres

Entre-temps, beaucoup se désolent à la perspective d'un nouveau train d'économies linéaires sanctionnant à nouveau pour leur bonne gestion les départements ministériels les plus efficaces. Cette spirale ne peut être enrayerée que par la mise en place structurelle d'indicateurs de prestations pertinents permettant de mesurer et valoriser les progrès. Ce qui importe réellement est non seulement d'améliorer l'efficacité de ce que font les pouvoirs publics mais aussi de s'interroger sur l'opportunité de ce qu'ils font. Aujourd'hui,

c'est non seulement le primat mais aussi le devoir du politique de réfléchir sur l'opportunité des dépenses publiques.

Ivan Van de Cloot
Chief Economist Itinera Institute

Pour une croissance économique et
une protection sociale durables